

GILETS JAUNES

"Vont-ils tomber dans les bras du FN ? Pas sûr"

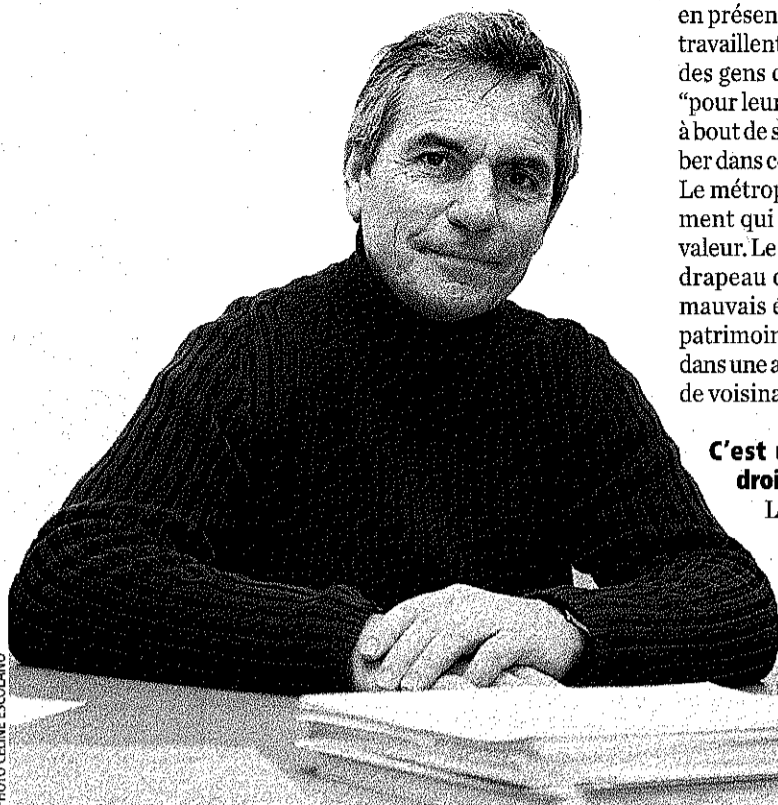


PHOTO CÉLINE ESCOLAND

Pour le politologue Emmanuel Négrier, les "gilets jaunes" viennent essentiellement de la classe moyenne, propriétaire et péri-urbaine. En galère, ou qui craint d'y tomber.

► **LA GAZETTE.** Le mouvement des "gilets jaunes", c'est la révolte de la France périphérique, selon le géographe Christophe Guilluy. Emmanuel Négrier, vous êtes chercheur en science politique à Montpellier, êtes-vous du même avis ?

Emmanuel Négrier: Oui, il y a une problématique territoriale dans les symboles de cette mobilisation, dans ses lieux. Mais opposer les cornes d'abondance métropolitaines à la pauvreté des

périphéries, c'est ridicule. C'est l'inverse. En termes de revenu par habitant, Montpellier est à la traîne par rapport à toute sa périphérie ! Il y a certes des gens qui vivent dans une forme de précarité en périphérie, mais ceux qui galèrent le plus sont dans les villes.

Mais c'est bien un mouvement qui touche davantage des gens de la périphérie ?

Une étude a montré qu'il y a plus de protestation chez ceux qui font plus de 50 km par semaine. Mais ceux qui en font moins sont quand même majoritairement pour ce mouvement. Cette protestation des ronds-points touche des gens qui, dans leur parcours de vie, ont fait le choix de la propriété individuelle, d'une certaine forme d'autonomie, très fortement encouragée par les politiques publiques. Giscard voulait transformer les Français en propriétaires.

Ce serait donc moins des très pauvres que des petits propriétaires ayant peur d'être déclassés ?

C'est un mouvement extrêmement composite. On n'est pas dans la galère absolue. On est plutôt

en présence de ménages de classe moyenne, qui travaillent ou ont travaillé. On y trouve aussi bien des gens qui ont les moyens et qui manifestent "pour leurs enfants". D'autres qui sont vraiment à bout de souffle. Et des gens qui ont peur de tomber dans cette galère mais qui n'y sont pas encore. Le métropolitain propriétaire a acheté un logement qui lui a coûté cher, mais qui a pris de la valeur. Le péri-urbain propriétaire était le porteur de la modernisation : il est devenu le mauvais élève du changement climatique, son patrimoine a perdu de sa valeur, et il se retrouve dans une anomie péri-urbaine, avec des difficultés de voisinage. Le diesel cristallise tout ça.

C'est un mouvement de gauche ou de droite ?

Le gasoil, ce n'est ni de gauche, ni de droite. Cela dit, la manière dont, pour l'instant, le mouvement prend ne peut être assimilée à la droite. Ce qui domine les manifestations de colère, c'est une expression économique et sociale, et pas une protestation contre l'immigration ou l'insécurité.

Visiblement, l'écologie n'est pas leur premier souci...

On peut voir l'écologie des villes comme leur grand ennemi. Mais on pourrait voir dialoguer ces appréhensions territoriales différentes, qu'on peut s'amuser à opposer, mais qui peuvent trouver des voies de conciliation.

Pour le sociologue Jean Viard, c'est du "poujadisme événementiel et sans leader".

La Révolution française aussi, dans ce cas ! Effectivement, ça peut virer poujadiste. On peut interpréter le mouvement sous l'angle fiscal, comme étant une protestation poujadiste de type individualiste, qui joue ou surjoue la comédie de la galère. Dans le poujadisme, c'étaient les commerçants et artisans qui tenaient le haut du pavé. On peut considérer qu'il y a des points communs avec cette classe moyenne qui subit l'injonction individualiste et se retrouve en difficulté. Ce qui est intéressant dans ce mouvement, c'est que les automobilistes ont généralement un rapport à l'autre détestable. Or, là, que se passe-t-il ? Les mêmes personnes qui sont, au volant, dans un rapport d'hostilité, de compétition, se retrouvent sur les mêmes ronds-points, font parfois cause commune, discutent de leur vie, de leur expérience. Qui dit que cette discussion va nécessairement tomber dans les bras du Rassemblement national (ex-FN) ? Ce n'est pas certain.

"Le péri-urbain est devenu le mauvais élève du changement climatique."

Fracture territoriale ?

Irrésistible vague populiste dans le monde ? A nuancer fortement. En Pologne, la plupart des grandes villes, y compris Varsovie, Cracovie et Gdansk, ont élu le mois dernier des maires opposés à la dérive extrémiste du pouvoir central. En Allemagne, les partis anti-immigration ont grimpé à 10 % en Bavière, mais le véritable phénomène est la poussée des Verts : 17 % en Bavière, 30 % à Munich où ils sont devenus la première force. Aux USA, "les élections de mi-mandat", écrit Pierre Haski, de Rue 89, dans *L'Obs*, "ont confirmé cette polarisation entre les grandes villes d'un côté, et l'univers rural et les petites villes de l'autre : les anti-Trump l'emportent systématiquement dans un environnement totalement urbain". En voix, Donald Trump est minoritaire : 42 % !

En France, "la création des métropoles en 2014 a, de fait, formalisé la cassure entre grandes villes et périphérie. Tous les habitants des métropoles ne sont pas, loin s'en faut, membres de l'"élite mondialisée" que pointent les discours populistes, mais ils vivent dans des zones où existent à la fois des opportunités de travail et de progression, d'éducation et de loisirs, ainsi que des services publics performants. Les exclus de la "métropolisation" vivent l'opposé : ascenseur social cassé, État de plus en plus absent, c'est l'univers décrit par le prix Goncourt de cette année, Nicolas Mathieu. L'avenir n'appartient pas à ceux qui joueront la carte de la victoire d'un "camp" sur l'autre, mais à ceux qui sauront se montrer "inclusifs".

Pour le géographe Christophe Guilluy, qui a théorisé dans plusieurs livres la fracture entre la France des métropoles et celle des territoires périphériques, les métropoles "sont devenues de nouvelles citadelles médiévales, avec une bourgeoisie qui se claquemure derrière ses remparts, et entend même instituer bientôt des péages urbains - le retour à l'octroi !"

Pas de leaders bien identifiés, un gouvernement qui ne plie pas... Sur quoi peut déboucher le mouvement ?

La première hypothèse, c'est celle du pourrissement : la bulle Facebook commence et se termine sur les réseaux sociaux. Si cette perspective n'inquiète pas l'exécutif, il a tort. Ce qui ne pourra pas trouver un exutoire dans l'action publique le trouvera dans les urnes, ou dans la désertion des urnes. Deuxième hypothèse : un changement du discours gouvernemental, ce qui semble a priori exclu. On peut aussi imaginer que la gauche repense son projet en prenant en compte les galères des classes populaires et des classes moyennes. Et mette en œuvre une nouvelle philosophie de l'État providence autour de la question fiscale et territoriale.

Propos recueillis par Henri Frisque